



« Responsabilité des multinationales : Où va la Suisse ? »

Projection du film *Trading Paradise* suivie d'une table-ronde experte

Université de Genève, 17 septembre 2019



Problématique

L'Initiative pour des Multinationales responsables

L'initiative pour des multinationales responsables veut contraindre les multinationales ayant un siège en Suisse à respecter les droits humains et standards environnementaux internationalement reconnus dans leurs pratiques d'affaires.

L'initiative vise à éviter des violations fondamentales telles que le travail des enfants, la pollution de l'eau, le travail forcé ou encore le mépris des standards environnementaux.

L'initiative pour des Multinationales responsables au parlement et dans la société civile suisses - quelques jalons.

Déposée le 10 octobre 2016, l'initiative pour des multinationales responsables a abouti avec 120 418 signatures.

Le contexte international paraît favorable aux partisans de l'initiative. Le consensus, aussi bien au niveau des Nations Unies que de l'Organisation pour la coopération et le développement économique, est clair. Les entreprises doivent s'intéresser proactivement aux risques relatifs aux droits humains, et ce, en appliquant une diligence raisonnable. Or, l'initiative pour des multinationales responsables propose précisément d'ancrer cet instrument dans la loi suisse.

Plus de cinq ans après l'adoption des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains adopté à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme en 2011, la Suisse se dote d'une stratégie pour leur mise en œuvre.

Le Plan d'action national, qui fait suite au postulat « Une stratégie Ruggie pour la Suisse » adopté en 2012 par le Conseil national en 2012, s'avère décevant. Le texte exclut l'adoption de mesures contraignantes. Sur les cinquante instruments politiques énumérés, seuls treize sont nouveaux, les autres relevant d'activités d'ores et déjà menées par la Confédération. Sept ont déjà été évoqués par le Conseil fédéral dans sa prise de position concernant la responsabilité des entreprises à l'égard de la société et de l'environnement, adopté en avril 2015. Les six mesures véritablement nouvelles se limitent à la promotion (notamment la création d'un prix récompensant les meilleures pratiques) et à l'amélioration des activités existantes du Département des affaires étrangères (comme par exemple, la formation du

De nombreuses organisations internationales ont été consultées dans le cadre de l'élaboration de ce Plan d'action. Toutefois, aucune des principales propositions de la société civile n'a été intégrée dans le texte final.

Le large soutien à un contre-projet à l'initiative montre que la nécessité d'agir est incontestée : un cadre légal est nécessaire pour que les multinationales ayant un siège en Suisse soient tenues d'intégrer les droits humains et les normes environnementales dans leurs activités économiques.

Le comité de l'initiative pour des multinationales responsables constate qu'un compromis pourrait se dessiner au parlement car un contre-projet indirect a été proposé. La proposition contient des concessions importantes par rapport à l'initiative (nettement moins d'entreprises concernées, une responsabilité civile fortement limitée). Malgré tout, une telle législation permettrait d'améliorer la situation des personnes victimes de violations. Par conséquent, et parce que cette solution entrerait en vigueur plus rapidement que l'initiative, le comité d'initiative décide en juin 2018 de prendre un engagement ferme : l'initiative pour des multinationales responsables sera retirée si le contre-projet indirect, tel que proposé par la majorité de la commission des affaires juridiques du Conseil national dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme, est adopté définitivement.

Largement soutenu, le contre-projet représente un compromis entre les initiants, les forces du parlement et celles de l'économie. Des discussions constructives menées par les initiants avec le Groupement des Entreprises Multinationales (GEM) ont ainsi eu lieu. Une partie des milieux économiques, telle que le GEM ou la Migros, soutiennent le contre-projet.

Après quinze séances de commission réparties sur une année et demi, le Conseil des États décide en mars 2019 à une courte majorité de ne pas entrer en matière sur un contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables et recommande au peuple un rejet de l'initiative.

Le lobby des multinationales, emmené par *Swissholdings* et *Economiesuisse*, a exercé une grande pression contre les propositions de compromis. Contrairement au Conseil national, qui en juin 2018 avait soutenu un contre-projet par 121 voix à 73, le Conseil des États n'a pas voulu introduire aucune règle contre les violations des droits humains et les atteintes à l'environnement.

Pour Dick Marty, co-président du comité d'initiative, « *la décision aux États signifie que des multinationales continueront de pouvoir faire des affaires de manière irresponsable.* »

Il revient maintenant au Conseil national de décider s'il souhaite conserver son contre-projet ou pas. Le comité d'initiative maintient évidemment toujours sa proposition de retirer l'initiative si le contre-projet du Conseil national était adopté. Dick Marty envisage une campagne de votation avec sérénité : « *Le soutien important à l'initiative – particulièrement aussi dans les milieux de l'économie – me rend optimiste. Ces entreprises constatent que les scandales récurrents nuisent à la réputation de notre pays, et que la réglementation proposée aide la place économique suisse à se préparer pour l'avenir.* »

La votation sur l'initiative pour des multinationales responsables aura lieu au plus tôt en février 2020.

Trading Paradise de Daniel Schweizer

Dans *Trading Paradise*, projeté en avant-première au FIFDH (Festival du film et forum international sur les droits humains) en 2016, Daniel Schweizer nous emmène autour des

mines de cuivre controversées de Mopani à Mufulira en Zambie et d'Antapaccay à Espinar (Cuzco) au Pérou. Son film documente l'inquiétude des Indiens Xikrin, menacés par l'agrandissement des sites d'extraction de Nickel de Onca Puma au Brésil. Il examine aussi la problématique de l'autre bout de la lorgnette en plongeant dans le monde des multinationales ayant leur siège à Genève et de Davos.

Trading Paradise est le dernier volet d'une série de trois documentaires que le cinéaste suisse bien connu a consacrés aux conséquences environnementales et humaines de l'extraction de matières premières en Afrique et en Amérique du sud. Ainsi, Daniel Schweizer avait déjà dénoncé dans *Dirty Gold War* le fait que 70% de l'or mondial soit raffiné en Suisse. Il avait dû affronter l'omerta de l'industrie du luxe et de l'or face à ses révélations. Un débat public avait cependant vu le jour dans le sillage du film.

Trading Paradise donne à voir la visite d'une délégation de la Commission des affaires extérieures du Conseil national, emmenée par Carlo Sommaruga, sur le site d'extraction de Glencore à Antapaccay, au Pérou. Etat minier, le Pérou entretient des relations privilégiées avec les sociétés extractives suisses. L'équipe de Daniel Schweizer a pu accompagner les élus dans leur fonction et tourner à l'intérieur de la mine sans se retrouver avec l'entreprise Glencore comme seul interlocuteur. Elle a également pu filmer la rencontre des parlementaires avec les représentants de la société civile péruvienne. Ces derniers se mobilisent activement contre les dégâts occasionnés par l'activité sur le site.

Une autre partie du film rend attentif aux ravages que continue à commettre la multinationale Vale au Brésil. Des mobilisations très importantes ont déjà eu lieu dans ce pays, comme dans de nombreux autres, contre les agissements de cette multinationale. La situation au Brésil est particulièrement préoccupante car de nouvelles terres ont été ouvertes à l'exploitation minière ceci en dépit de la loi de la Foresta qui délimite les terres indigènes censées être protégées. La situation s'est par ailleurs aggravée depuis l'accession à la présidence du pays du populiste Jair Bolsonaro.

Les comités locaux pour l'Initiative Multinationales responsables

Au jour d'aujourd'hui, plusieurs dizaines de comités locaux sont répartis sur l'ensemble du territoire suisse. Le secrétariat met à disposition un matériel très abondant (stand, affiches, flyers, etc.). Une vidéo d'informations a été publiée le 1er juin. Une journée d'actio nationale a également été organisée. À l'aide de la communauté en ligne et grâce aux dons, la vidéo pourra être montrée à près d'un demi-million de personnes. Une telle mobilisation est nécessaire car certaines multinationales réunissent aussi de l'argent. Elles ont prévu d'investir au minimum 10 millions de francs dans la campagne.

Le secrétariat de l'initiative a développé des fiches d'information très instructives incitant les militants à suivre certaines recommandations. Elles sont récapitulées ci-dessous.

« Les initiatives populaires n'ont leur chance que si une grande partie de la population connaît les abus. »

« Les initiatives populaires perdent du soutien lorsque l'on parle surtout des contre-arguments. »

« Ce n'est pas le nombre d'arguments pour le OUI qui est décisif, mais bien si les meilleurs arguments pour le OUI sont entendus. »

« Nous n'atteignons les votant-e-s du centre-droit que si des personnes de ce bord s'expriment en faveur de l'initiative. »

« Ce n'est qu'en répétant nos arguments que les citoyen-ne-s les moins intéressé-e-s les entendront. »

« Nous gagnons si nous osons parler de l'initiative avec un grand nombre de personnes. »

« Pas d'avantage concurrentiel pour l'irresponsabilité! ».

« Les mesures volontaires ne suffisent pas! »

« Le bien-être en Suisse ne repose pas sur des violations de droits humains (la responsabilité et la décence sont des valeurs suisses! ».

Axes de discussions et réflexions pour la table-ronde

Dans sa dimension explicative et didactique et à l'appui d'un film de Daniel Schweizer, la table-ronde permettra d'illustrer le sujet avec des exemples concrets de violations commises par les entreprises suisses ayant un siège en Suisse comme Glencore, Syngenta, Vale, Novartis en Amérique-Latine, en Afrique et en Asie. Elle permettra d'entendre des témoignages de première main et des analyses d'experts sur ces violations.

Les intervenant-e pourront revenir sur le long débat parlementaire aux chambres fédérales et les perspectives d'avenir, concernant l'éventualité d'un retrait de l'initiative grâce à l'adoption du contre-projet par le parlement ou le scénario d'une votation populaire.

La table-ronde permettra de mieux comprendre les arguments des initiants, des groupes et individus qui soutiennent l'initiative tout en rappelant ceux des opposants (majorité du Conseil fédéral, Economie Suisse, Swissholdings).

Elle pourra servir à expliquer et à vulgariser certaines notions juridiques liées au débat sur l'initiative, comme celle de responsabilité, de subsidiarité ou de devoir de diligence.

Le contexte international et les mesures prises dans d'autres pays européens en matière de responsabilité sociale et environnementale des entreprises pourront également être évoqués ainsi que d'autres facteurs politiques internationaux et internes affectant le débat sur l'initiative.

Enfin, les enseignants et étudiants - en particulier ceux du Groupe Amnesty de l'Université de Genève - ainsi que le public pourront s'exprimer et interagir avec les invité-e-s.

Invités (Voir présentation en pages 7 à 11)

Carlo Sommaruga, Conseiller national et candidat au Conseil des Etats (Parti socialiste).

Daniel Schweizer, Cinéaste et enseignant. Réalisateur de *Trading Paradise*.

Chantal Peyer, Cheffe d'équipe « Entreprises et droits humains », *Pain pour le prochain*.

Joelle Ribaux, Secrétaire de campagne, Initiative pour des multinationales responsables.

Patenariat médias.

Le Courrier ou Le Temps.



Un-e journaliste rattaché-e à la rubrique internationale ou la rubrique suisse de l'un de ces deux quotidiens assurera la modération.

Retombées attendues

La soirée « **Responsabilité des multinationales : Où va la Suisse ?** » est susceptible d'intéresser et de bénéficier à un très large spectre d'acteurs.

Le Département de Sciences politiques de l'Université et l'Institut de recherche sociologique (IRS) peuvent assurer un relais précieux dans les milieux académiques. Le *Global Studies Institute* de l'Université de Genève peut y intéresser son corps étudiant, en particulier ses étudiants de master et de doctorat (programmes avec spécialisation thématique ou régionale).

Le *Groupe Amnesty International de l'Université de Genève* a déjà fait part de son intérêt à promouvoir l'événement auprès des étudiants et à assurer le bon déroulement de la soirée.

La communauté des organisations internationales sise à Genève pourrait y trouver un intérêt direct. Nous pensons à certains interlocuteurs de premier plan dans les organisations gouvernementales et non-gouvernementales avec une expertise dans les champs du droit international des droits humains, du droit international économique et de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Il en va de même pour les organisations internationales gouvernementales ou non-gouvernementales actives dans les domaines des droits humains, du droit de l'environnement et du droit des peuples autochtones.

Dans sa dimension réflexive et didactique, la soirée « Responsabilité des multinationales : Où va la Suisse ? » pourra servir à nourrir la réflexion - et partant les futurs projets de sensibilisation à la thématique « Solidarité internationale et développement durable » - du Service Agenda 21 de la Ville de Genève.

La facilitation et l'encouragement à agir des acteurs mis à contribution dans le cadre de cet événement – associations, chercheurs, société civile et médias – s'alignent avec les objectifs de la politique communale en matière de solidarité internationale et de développement durable. En effet, « la Ville de Genève s'engage pour la solidarité internationale, la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales ; le renforcement des capacités des mouvements sociaux, de la société civile et des collectivités publiques locales afin qu'ils et elles agissent pour la réduction de la pauvreté et des inégalités ; la promotion des droits humains, plus spécialement les droits économiques, sociaux et culturels ; la promotion d'un développement durable, conformément au Programme stratégique de développement durable de la Ville, l'accès à la Genève internationale pour les représentant-e-s de la société civile, des mouvements sociaux et les collectivités locales ; les activités d'information du public sur les enjeux Nord-Sud et la promotion de la diversité culturelle ».

L'initiative pour des multinationales responsables est soutenue par 114 organisations actives dans la coopération au développement, la défense des droits humains, des droits des femmes et de protection de l'environnement, des organisations ecclésiastiques et syndicales, ainsi que des organisations d'actionnaires. Elle est également soutenue par le comité des entrepreneur-e-s « Économie pour des entreprises responsables » et la plateforme « Églises pour multinationales responsables ». Un grand nombre de ces organisations ont un siège ou un bureau de liaison à Genève. Elles seront informées de la soirée, pourront apporter leur réflexion en amont de l'événement et diffuser les informations y relatives.

La soirée “**Responsabilité des multinationales : Où va la Suisse?**” est susceptible d'intéresser et de recevoir le soutien d'un large réseau de communautés ethnoculturelles, en particulier d'Amérique-Latine, d'Asie et d'Afrique basées à Genève. On pense par exemple à celles regroupées au sein de *Fédération Maison Kultura*, des Collectifs *Coordination Asile*, *Stop Exclusion*, *Collectif de soutien aux sans-papiers* ainsi que, bien entendu, les organisations spécialisées dans la solidarité et le développement, local comme international, à l'instar de la *Fédération genevoise de coopération* (FGC), la *Chambre de l'économie sociale et solidaire* (ESS) et d'autres associations sises à la Maison internationale des associations (MIA).

Présentation des panelistes

Carlo Sommaruga



Conseiller National, Candidat au Conseil des Etats (Parti socialiste)

Élu une première fois parlementaire fédéral au Conseil national le 24 octobre 2003 et réélu lors des élections fédérales de 2007, de 2011 et de 2015, il effectue son quatrième mandat. Il siège dans les commissions de politique extérieure et de la politique de sécurité. Il a présidé la commission de politique extérieure en 2014 et 2015. Il a été membre de la commission des affaires juridiques de 2003 à 2012 et de la commission judiciaire chargée du fonctionnement des tribunaux fédéraux de 2007 à 2015. Carlo Sommaruga est membre de la Commission consultative de la coopération internationale. Il préside la Commission de politique étrangère du Parti socialiste suisse.

Au sein du Parlement, il co-préside les groupes interparlementaires, Solidarité internationale, coordonnant la réflexion sur l'aide au développement, Genève internationale, Droits humains, Suisse - Tunisie, Suisse - Moyen-Orient et celui d'amitié avec le peuple kurde. Il participe à de nombreuses délégations parlementaires à l'étranger en Europe, Afrique, Amérique latine et Asie. Il est l'un des premiers parlementaires à se rendre à Gaza dans les jours qui suivent l'opération militaire israélienne Plomb durci. Il se rend également à diverses reprises au Kurdistan turc et irakien.

Il a présidé l'organisation non gouvernementale Genève Tiers-Monde de 2001 à 2006. Entre 2010 et 2017, il a siégé au comité du conseil de fondation de Swissaid. Depuis 2016, il préside le Conseil de fondation du CIFEDHOP. Il est par ailleurs membre du Conseil des Suisses de l'étranger [archive] et du Conseil de fondation de l'Institut suisse de Rome.

Il s'est fortement investi pour une Suisse ouverte, solidaire et engagée dans la lutte pour le climat. Président de l'ASLOCA Suisse et de l'oeuvre d'entraide SOLIDAR Suisse, il lie justice et dignité pour chacune et chacun en Suisse et dans le monde.

Daniel Schweizer



Cinéaste et enseignant

Cinéaste indépendant, il enseigne au département Cinéma/cinéma du réel à la Haute École d'art et de design Genève (HEAD) depuis 2005.

Ses documentaires sont régulièrement sélectionnés dans des festivals importants tels que Locarno, Amsterdam, Londres, Vancouver, Rio de Janeiro, Montréal, Nyon... *Skinhead Attitude* a reçu le Prix du public au *Festival de Leeds* et *White Terror* le Prix de la Ville de Zurich. Durant dix ans il a filmé les différentes communautés Skinheads en Europe et aux États-Unis, réalisant une trilogie cinématographique sur cette subculture radicale, diffusées à de nombreuses reprises sur les principales chaînes de télévisions en Europe.

Son long métrage documentaire *Dirty Paradise* sur des Indiens de Guyane menacés, a reçu le Grand prix 2010 du Festival du film et forum international sur les droits humains de Genève (FIFDH) à Genève ainsi que le Prix de la meilleure image au Festival international du film interculturel (C&CIFFF) 2010. En 2012, il collabore avec le cacique Kayapo Megaron et s'oppose publiquement au Barrage de Belo Monte qui va décimer un grand nombre d'Amérindiens du Brésil ainsi que la faune et la flore présente. Depuis plus de quinze ans, il se rend régulièrement en Amazonie pour collaborer avec des tribus autochtones préservées ou isolées tels que les indiens Wayana, Kayapo, Xikrin et Yanomami. Son long métrage documentaire *Dirty Gold War*, co-produit par la RTS et ARTE a été nommé pour le Prix du cinéma suisse 2016 et a reçu une mention spécial de jury au Festival du film Vert. Son dernier long métrage *Trading Paradise* primé par le *Pour-cent culturel Migros-SSR* a été présenté en avant-première au festival documentaire Visions du réel à Nyon

Actuellement, il travaille sur un projet avec des communautés Macuxi, Yanomami et Surui, et prépare un nouveau long métrage avec le cacique Davi Kopenawa pour le cinéma intitulé : *Amazonian Cosmos* et qui propose une critique chamanique de la société de consommation.

Chantal Peyer



Cheffe d'équipe Entreprises et droits humains, *Pain pour le prochain*.

Chantal Peyer est licenciée en lettres (histoire, sciences politiques et sciences des religions). Dans le cadre de son mémoire en histoire et sciences des religions, elle effectue pendant une année une étude de terrain en Inde sur des questions de rituels. Depuis 2002, elle travaille pour Pain pour le prochain comme responsable pour la politique de développement.

Pain pour le prochain s'engage dans quatre domaines clés relatifs à la politique de développement : le droit à l'alimentation, le climat et développement, les finances équitables et le domaine des entreprises et droits humains. Chantal Peyer est responsable de ce dernier domaine. Son travail vise à mettre en lumière des pratiques peu respectueuses des droits humains ou des normes environnementales d'un certain nombre d'entreprises suisses, actives dans les pays en développement. Deuxièmement, un travail sur la politique suisse en matière d'entreprises et droits humains en essayant d'agir sur les lois et les conditions-cadres en Suisse.

Joelle Ribaux



Secrétaire de campagne, Initiative pour des multinationales responsables

Diplômée d'un Master en Éthique, responsabilité et développement, elle travaille pour le secrétariat de campagne en faveur de l'Initiative pour des multinationales responsables. L'Initiative dispose à l'heure actuelle de plus de deux-cents comités locaux actifs dans l'ensemble de la Suisse, dont une dizaine à Genève.

Fait à Genève le 26.07.2019.

Contact : Emmanuel Deonna edeonna@gmail.com